

Pays : Belgique

Commission : ASEM : Sommet de Madrid UE - Asie

Problématique : L'Union Européenne et l'Asie, pour une redynamisation équilibrée des relations entre deux régions centrales pour l'économie et les relations internationales?

La Belgique est localisée en Europe de l'Ouest, bordée par la France, l'Allemagne, les Pays Bas et le Luxembourg. La Belgique est l'un des six pays fondateurs de l'Union européenne, et dans au sein de sa capitale, Bruxelles, on trouve le Conseil de l'Union européenne, la Commission européenne ou les Commissions parlementaires. Le régime politique en vigueur actuellement en Belgique est une monarchie constitutionnelle fédérale à régime parlementaire, gouverné par Philippe le septième roi des belges depuis 2013. Le premier ministre du pays est Alexander De Croo, membre du parti libéral et de centre droit Open VLD.

La Belgique, membre clé du panorama européen à travers l'Union européenne, ainsi qu'un membre actif de l'OTAN depuis 1949, participe également au sommet Dialogue Asie-Europe (ou ASEM) créé en 1996, étant elle-même organisatrice de l'édition de l'année 2018, déroulée à Bruxelles. Le sommet ASEM est un espace de dialogue idéal entre l'Europe et l'Asie, sans l'influence étasunienne. Ces dialogues et réunions ont abouti à de nombreux accords, tels que les accords de libre-échange entre l'Union européenne et le Vietnam et Singapour. Cependant, la pandémie actuelle de la Covid-19 invite à repenser et redynamiser les relations actuelles entre les deux continents. La Belgique se montre donc disposée à, au sein de ce sommet et tenant compte de la crise actuelle, s'engager pour préserver le multilatéralisme et la prospérité dans ces deux régions et dans le monde.

Premièrement, en ce qui concerne la politique et la sécurité, la Belgique est convaincue qu'il faut lutter contre un thème d'une importance capitale pour ces deux régions : le blanchiment de capitaux. La Belgique participe au Groupe d'action financière (GAFI), qui ne lutte pas seulement contre le blanchiment de capitaux, mais fait face également au financement du terrorisme. La Belgique considère qu'il faut mettre fin à ces activités délictueuses en Asie comme en Europe. De même, la Belgique souhaiterait traiter de la thématique de la sécurité maritime concernant le détroit de Malacca, attaqué constamment par les pirates maritimes, ce qui nuit au commerce entre les deux régions. La Belgique voudrait débattre en particulier du thème le plus préoccupant aujourd'hui : la Covid-19. La Belgique est convaincue qu'une coopération nationale concertée et un partage des connaissances sont essentiels pour faire face à la crise sanitaire.

En second lieu, sur le plan économique, la Belgique estime que, pour maintenir les accords commerciaux et les partenariats entre les deux régions, des initiatives concernant le libre échange doivent être réalisées. En ce sens, la Belgique est membre de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) créée en 1964, qui vise à intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale de façon à favoriser leur essor; ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC), contrôlant le commerce international entre les pays.

Enfin, la Belgique, en tant que membre de l'Union européenne, soutient de tout cœur les droits de l'Homme. Des conflits au sein du continent asiatique, comme celui mobilisant Hong-Kong et Pékin, ne respectent pas ces droits et doivent donc être traités en profondeur. Un traité multilatéral pourrait être créé à ce sujet. D'un autre côté, l'Asie est l'un des continents les plus polluants. La Belgique, signataire des Accords de Paris sur le climat de 2016, se soucie du réchauffement climatique, de la disparition d'espèces animales et végétales et de la dégradation de notre planète. La question climatique se révèle être un point essentiel dont il faudrait discuter. Pour terminer, la Belgique voudrait faire mention de la situation difficile du tourisme à cause de la Covid-19 cette dernière année. Ainsi, pour renverser cette situation affectant l'Europe et l'Asie comme le reste des pays du monde, notre pays propose d'établir des accords permettant

d'assouplir les mesures restrictives du voyage entre les deux régions, tout en respectant bien évidemment les normes sanitaires.

Pour résumer, la Belgique fera tout ce qui est en son pouvoir au sein du sommet de l'ASEM pour améliorer la situation actuelle entre l'Europe et l'Asie dans un contexte politique, économique et social. Un meilleur futur est possible pour nos deux régions.